

UNITED NATIONS
United Nations Regional Office
for Central Africa



NATIONS UNIES
Bureau régional des Nations Unies
pour l'Afrique Centrale

Discours de M. Abdou ABARRY

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour
l'Afrique Centrale et Chef de l'UNOCA

**26^e sommet ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la
Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)**

*Thème : Consolider les acquis de la réforme de la CEEAC pour accélérer
l'intégration régionale et la construction d'une communauté de destin
en Afrique Centrale*

Malabo, 7 juin 2025

**Excellence Monsieur le Président de la République de Guinée Equatoriale,
Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la
CEEAC,**

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Mesdames les Premières Dames ;

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

**Mesdames et Messieurs les Ministres et Représentants des Institutions de la
République de Guinée Equatoriale ;**

Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine ;

**Monsieur le Président de la Commission de la Communauté Economique des Etats
de l'Afrique Centrale ;**

Mesdames et Messieurs les membres des missions diplomatiques ;

**Mesdames et Messieurs les représentants des organisations régionales et
internationales ;**

Mesdames et Messieurs,

Je suis très honoré de m'adresser de nouveau à vous, à l'occasion de cette 26^e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale sur le thème « *Consolider les acquis de la réforme de la CEEAC pour accélérer l'intégration régionale et la construction d'une communauté de destin en Afrique Centrale* ».

Permettez-moi à ce stade, d'exprimer ma reconnaissance aux autorités de Guinée Equatoriale pour la chaleur de leur accueil, dans cette belle ville de Malabo, ainsi que pour les dispositions remarquables prises pour la tenue de ce Sommet, à l'instar de toutes les rencontres organisées sous le mandat de Son Excellence Monsieur Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, comme Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat.

**Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Depuis l'adoption du Traité révisé, la CEEAC s'est engagée dans une transformation institutionnelle visant à moderniser ses structures pour mieux répondre aux défis contemporains.

L'installation programmée de la Cour de Justice à Kinshasa, celle de la Cour des Comptes à Bujumbura, et celle du Parlement de la Communauté à Malabo, sont autant de preuves de l'engagement irréversible des Etats de la sous-région dans ce processus d'intégration.

Je tiens aussi à souligner les progrès réalisés grâce à l'engagement de la Commission de la CEEAC, y compris dans l'application de l'article 89 du Traité révisé sur les questions humanitaires. Le développement de la Politique régionale humanitaire et l'établissement, en cours, du Fonds d'assistance humanitaire de la Communauté, en sont une parfaite illustration. Ils traduisent aussi et surtout, la volonté exprimée par les dirigeants de la sous-région lors de la Conférence humanitaire et du Sommet extraordinaire consacré à cette question, qui s'est tenu ici même à Malabo, le 7 février dernier.

Alors que la CEEAC poursuit son processus de transformation, j'aimerais réitérer l'engagement indéfectible de l'UNOCA à continuer sa coopération avec son partenaire privilégié, tout au long de ce processus crucial de réforme, afin de contribuer aux efforts pouvant lui permettre d'atteindre son plein potentiel au service d'une Afrique Centrale plus intégrée, plus prospère et plus pacifique.

**Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Depuis votre dernier Sommet, il est heureux de relever pour s'en féliciter, que deux transitions politiques au sein de l'espace CEEAC, ont enregistré un aboutissement satisfaisant.

C'est ainsi qu'au Tchad, les sénatoriales du 25 février 2025 ont marqué la dernière étape de la transition entamée après les événements tragiques d'avril 2021. Ces élections faisaient suite à la présidentielle de mai 2024 et aux scrutins législatifs, provinciaux et locaux de fin décembre 2024. Je salue une fois de plus, la maturité du peuple tchadien et le rôle important joué par la CEEAC et son facilitateur, SEM Felix Antoine Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo, pour le retour du Tchad à l'ordre constitutionnel.

Qu'il reçoive nos chaleureuses félicitations suite à l'élection de son pays, en qualité de membre non Permanent du Conseil de Sécurité.

Je salue également la forte implication de la CEEAC et de SEM Faustin Archange Touadera, Président de la République Centrafricaine, dans la dynamique positive de sortie de la transition au Gabon, pays hôte de UNOCA. Après les élections présidentielles qui se sont tenues le 12 avril 2025 dans un climat apaisé, les législatives et les locales annoncées le 27 septembre, et les sénatoriales prévues le 8 novembre 2025 constitueront une étape cruciale dans la vie institutionnelle de ce pays. Le chronogramme détaillé par les autorités indique qu'avant fin décembre 2025, il n'y aura plus d'organes frappés du sceau de la transition.

Nous nous réjouissons à cet égard, que l'Union Africaine ait pris acte de ces avancées notables, pour lever ses sanctions contre le Gabon et le réadmettre dans ses instances.

Alors que nous célébrons les 30 ans de la Conférence mondiale de Beijing sur les femmes et le vingt-cinquième anniversaire de la résolution 1325, il est heureux de noter que les élections au Tchad et au Gabon ont marqué des progrès importants pour la représentation des femmes. Au Tchad, 34% des membres de l'Assemblée nationale, 27,1% des conseillers provinciaux, 30,7% des conseillers municipaux et 36,2% des membres du Sénat sont désormais des femmes. L'introduction dans le nouveau code électoral du Gabon d'un quotas de 30 % pour les femmes sur les listes électorales, laisse présager que le prochain Parlement sera lui aussi plus inclusif, à l'image du gouvernement mis en place le 5 mai dernier, où un tiers des Ministères sont détenus par des femmes.

Comme vous le savez, le Burundi a également organisé l'élection des députés et des conseillers communaux il y a juste deux jours, le 5 juin. Dans les prochains mois, les citoyens de plusieurs autres Etats membres de la CEEAC seront invités à élire les hommes et les femmes qui vont diriger la destinée de leurs pays. Je lance un appel afin

que ces rendez-vous électoraux soient l'occasion du renforcement de l'Etat de droit, au bénéfice des hommes et des femmes d'Afrique Centrale, et du projet d'intégration régionale et de construction d'une communauté de destin, porté par la CEEAC.

Sur un tout autre plan, je voudrais aussi saisir cette occasion pour lancer un appel en faveur du retour de la paix et de la sécurité à l'Est de la RDC. Je note en effet, avec beaucoup de peine, l'absence de signes d'amélioration de la situation et le coût humain considérable du conflit qui doit cesser et, il est grand temps. En 2024, près de 7 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du territoire congolais. Depuis janvier de cette année, plus de 400 000 déplacés ont été enregistrés suite aux violences qui n'ont épargné ni les femmes, ni les enfants.

Pour leur part, les Nations Unies soutiennent les différentes initiatives régionales et internationales pour parvenir à une telle paix. J'aimerais saluer les efforts déployés par Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise et Médiateur de l'Union Africaine, en coordination avec le Panel des Facilitateurs désigné conjointement par EAC-SADC. Dans ce contexte, il est nécessaire que la CEEAC soutienne ces différentes initiatives, en jouant ce faisant, pleinement son rôle de moteur de l'intégration et de la stabilité régionales.

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Votre présente session se tient à un moment où la région fait face à une crise humanitaire qui se superpose à des défis sécuritaires et environnementaux.

S'agissant de la situation sécuritaire, les Etats du Bassin du Lac Tchad continuent d'être exposés aux incursions de Boko Haram et d'autres groupes extrémistes violents.

Les Forces armées des pays ayant en partage le Bassin du Lac Tchad ont joué un rôle de premier plan dans les opérations conjointes ou individuelles, pour contenir et repousser les incursions de Boko Haram et d'autres groupes extrémistes violents.

Permettez-moi de rendre hommage à tous les soldats qui ont fait le sacrifice ultime pour la défense de la paix et de la sécurité sous-régionales. Pour la mémoire de ces héros

tombés au champ d'honneur, et afin de continuer à protéger les populations civiles exposées aux attaques terroristes, il est important de poursuivre les efforts déployés dans le cadre de la Force Internationale Mixte qui reste un des exemples les plus aboutis de coopération sécuritaire au niveau continental, un fleuron de l'architecture africaine de paix et de sécurité. Cet outil essentiel doit être préservé.

Par ailleurs, je tiens à saluer les progrès notables accomplis en matière de sécurité maritime. La réunion régionale de haut niveau tenue à Luanda en avril 2025, dans le cadre des préparatifs de la deuxième Conférence COMAR, a marqué une étape clé vers une gouvernance intégrée de l'espace maritime et des eaux continentales partagées. Parallèlement, un processus conjoint est en cours pour soutenir l'opérationnalisation de l'Architecture de Yaoundé. Ces efforts conjoints contribueront, à n'en pas douter, à la stabilité et à la sécurité du Golfe de Guinée.

Par ailleurs, il est aujourd'hui clairement établi que le changement climatique n'est plus seulement un problème environnemental, il est aussi un facteur aggravant des conflits dans notre région.

Le Bassin du Lac Tchad reste un épïcentre de la convergence entre pressions climatiques et insécurité armée. Dans beaucoup de pays, en effet, les aléas climatiques amplifient les tensions locales liées à l'accès aux ressources naturelles et contrarient les efforts de stabilisation déployés par les autorités de ces pays.

Ces défis appellent également des réponses coordonnées à l'échelle régionale. La CEEAC est idéalement positionnée pour jouer un rôle stratégique dans l'intégration de l'action climatique dans les politiques de paix et de sécurité. L'UNOCA se tient prêt à soutenir un agenda régional sur « Climat, Paix et Sécurité », visant par exemple au renforcement des systèmes d'alerte précoce sensibles au climat ou à l'intégration de la résilience climatique dans les stratégies de prévention des conflits.

**Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Je me dois, avant de conclure, de mentionner un autre défi qui pointe à l'horizon : celui de la crise du multilatéralisme et de la crise financière que traverse le Système des Nations Unies.

En vue de faire face à cette situation, le Secrétaire Général qui souhaite plein succès à vos travaux, a lancé un processus de réflexion, l'initiative « UN80 », en prélude au 80^e anniversaire de l'Organisation, qui vise précisément à réfléchir à des réformes structurelles du Système des Nations Unies, pour garantir un financement plus durable, plus équitable et plus prévisible de l'Organisation.

La crise financière à laquelle fait face l'ensemble du Système n'épargne pas hélas UNOCA, qui peine à mettre en œuvre son mandat.

C'est l'occasion pour les Etats membres de la CEEAC de prendre en compte cette situation, en examinant la possibilité de contribuer aux fonds fiduciaires mis en place par mon bureau pour faire face à cette conjoncture.

Excellences,

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Votre 26^e Sommet ordinaire se tient à un moment charnière. Les crises se multiplient et se complexifient aussi bien en Afrique Centrale que dans le reste du monde. Les initiatives pour y faire face peinent, quant à elles, à avoir les résultats escomptés.

En ces moments difficiles, chargés d'incertitude, votre détermination à renforcer la coopération entre vos Etats, à dialoguer et à agir ensemble, reste la meilleure arme pour continuer de bâtir cette Afrique Centrale plus stable, plus solidaire et plus prospère, sur la voie de la construction de cette communauté de destin que nous appelons de tous nos vœux.

Je vous remercie.